

[Rime El Jadidi](#) | 14 février 2013 | Nombre de vues : 442

## Avortement , l'urgence d'un débat

MALI lance une campagne qui propose aux femmes de se faire avorter par voie médicamenteuse. La procédure présentée comme une solution miracle paraît simple et sans danger, mais comporte de nombreux risques.



MALI avait créé la polémique en octobre dernier avec l'arrivée d'un navire de l'ONG néerlandaise, Women On Waves.

MALI récidive. Après l'épisode du navire « Women On Waves » en octobre, Ibtissame Lachgar et le mouvement MALI préparent, en collaboration avec l'ONG néerlandaise une campagne dite de « sensibilisation » pour la promotion de l'avortement médicamenteux. Le collectif s'active déjà sur les réseaux sociaux et compte se mobiliser « sur le terrain » à leur retour d'Amsterdam où ils travaillent actuellement à l'élaboration de cette campagne. L'avortement médicamenteux, présenté comme une solution miracle, « sécurisée », et sans risques est loin de l'être réellement.

### Une procédure à risques

Sur les réseaux sociaux, MALI explique la procédure à suivre pour l'avortement médicamenteux. L'utilisation détournée d'un anti-inflammatoire pour le traitement des affections rhumatismales, disponible en vente libre en pharmacie est l'élément phare de l'action de MALI. Il faut en tout et pour tout, 100 dirhams et un peu plus de 6 heures pour avorter. Avec un slogan aussi rassurant que « plus d'informations, moins de risques », MALI omet pourtant de mentionner les risques encourus suite à l'utilisation de cet anti-

inflammatoire. Les anti-inflammatoires sont connus pour être agressifs surtout si ils sont utilisés à forte dose. La procédure présentée par MALI implique la prise de 12 comprimés en l'espace de six heures. Selon Chafik Chraïbi, professeur de gynécologie à la faculté de médecine de Rabat et président de l'association marocaine de lutte contre l'avortement clandestin (AMLAC), « le danger vient également du fait qu'il est vendu librement en pharmacie ». Chafik Chraïbi s'oppose avant tout à la démarche de MALI. « Je déplore le fait que MALI se soit lié à une ONG étrangère qui n'a rien à voir avec la mentalité de la société marocaine », déclare-t-il. « La démarche de MALI favorise un usage anarchique de ce médicament, sans aucun contrôle médical », ajoute-t-il. Qualifié d'avortement « sécurisé » par MALI, cette pratique a pour risque principal de causer une hémorragie. « L'utilisation abusive de cet anti-inflammatoire peut provoquer une hémorragie voire un décès chez la femme », avait déclaré au Soir échos Mohammed Naciri Bennani, président du syndicat national des médecins du secteur libéral. Mais pour Ibtissame Lachgar, la réponse est toute faite : « Recommandé par l'OMS, le misoprostol est sur la liste essentielle des médicaments de l'OMS. Le risque ne vient pas du médicament mais de la fausse couche ».

### Multiplés reports

L'urgence du débat aujourd'hui, ce sont les femmes qui sont en otage et il y a urgence à légiférer. Les multiples reports risquent d'aboutir au même point que sous l'ancien gouvernement où, la ministre Nouzha Skalli avait, en fin de mandat uniquement, montré une volonté de lancer la procédure législative concernant une légalisation partielle de l'avortement. « J'ai reçu plusieurs promesses, notamment du chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane en janvier 2012 qui était tout à fait d'accord pour la légalisation partielle de l'avortement. Je lui ai fait plusieurs courriers par la suite, sans aucune réponse », indique Chafik Chraïbi.

Tweeter

7

Share

0

Share

## Articles en relation

- [Prix Terre de Femmes : hommage à trois marocaines pour leur engagement social](#)
- [Les femmes sont plus touchées par la crise financière](#)
- [Agriculture et autonomisation des femmes dans le Haut-Atlas](#)
- [La communauté web « pour la démission du député Hassan Arif »](#)
- [Soukaina Hamia, l'associatif dans le sang](#)
- [Le PJD veut interdire le mariage des -16 ans](#)
- [Maroc-France : relation d'amour ou de raison ?](#)
- [Contraception : 56,7 % des femmes concernées](#)
- [L'Université internationale de Rabat décroche un prêt de 600 millions de DH](#)
- [L'Afrique de l'Ouest part en guerre contre le trafic de drogue](#)